

TIARET

Les acquéreurs des 220 logements LSP dans la tourmente

Lancé initialement par l'entreprise «Soho» en 2003, le projet des 220 logements sociaux participatifs, situé sur la route d'Alger, à Tiaret, ne finit par de susciter le courroux des futurs acquéreurs qui ne savent plus à quel saint se vouer, suite aux sempiternels désagréments auxquels ils sont confrontés depuis le dépôt de leurs dossiers en 2005.

En effet, dans l'expectative qui aura duré des années en raison de la lenteur ayant entaché l'avancement des travaux, certains de ces souscripteurs se disent sidérés par ce qu'ils endurent alors qu'ils ont rempli toutes les exigences et autres démarches imposées par le promoteur dont le paiement en trois tranches de la

totalité du montant. Le projet, jusque-là en chantier, ne semble guère rassurer les futurs bénéficiaires. Même les promesses du promoteur quant à la remise des clefs dans les meilleurs délais n'ont pu convaincre les propriétaires impatients. C'est du moins le cas d'une dame vraisemblablement éreintée par l'attente d'ac-

céder à son toit de rêve. Cette dernière, cadre de surcroît, tout comme les autres figurant sur la liste, s'est débrouillée comme elle peut pour réunir ladite somme non sans recourir au prêt bancaire et à la CNL. L'essentiel pour elle était d'échapper à la menace d'expulsion du logement qu'elle louait auparavant chez un privé. Acculée par sa situation devenue au fil des jours difficile, et en l'absence d'alternative, celle-ci, et après avoir détenu les fameuses clefs du logement, ne savait pas qu'elle allait être confrontée à un autre dilemme, celui de l'absence quasi totale

de toutes les commodités de base. «J'étais frustrée, dira-t-elle, de constater qu'il n'y avait ni eau, ni gaz, ni électricité. Idem pour les canalisations, les vitres, les interrupteurs, les prises, les sanitaires, ce qui rend dures les conditions de vie, d'autant que nous traversons une période connue pour son climat glacial, voire impitoyable», a-t-elle souligné.

A noter que certains programmes LSP à Tiaret ont du mal à voir le jour comme l'atteste si bien le projet de Trig El Beïda, lancé pourtant à l'orée de l'année 2001.

M. B.

MOSTAGANEM

Flambée des prix des fruits et légumes

Le temps pluvieux de cette dernière semaine a été marqué par une augmentation indescriptible des prix.

Ainsi, les mandarines et les clémentines sont cédées au-delà des 120 DA/kg, et les thomsons, récoltées non mûres et encore acides, sont proposées à pas moins des 80 DA/kg ! La conjoncture n'a aucun rapport avec l'alibi d'une entame de Ramadan, et pourtant, la folie des prix est bien là ! Pas de clémence, ni de répit, et le pire est à craindre pour les «pauvres» bourses !

La courgette a atteint les 120 DA. L'oignon lorgne vers les 80 DA, seuil dont le chou et le chou-fleur ne

veulent pas se détacher, et par lequel les fèves marquent leur mise sur le marché. La carotte entre 60 et 80 DA. Les haricots verts culminent à pas loin de 160 DA. Idem pour la tomate où le prix du kilo culmine autour des 100 DA. A partir des 120 DA, la patate douce, pourtant loin d'être particulièrement prisée, veut rivaliser avec les produits exotiques. Les prix affichés sur les étals sont si agressifs qu'il devient impossible de remplir son couffin. Et plus rien ne résiste, désormais, à cette hausse folle, et surtout inexplicable des prix.

Au moment où le «folklore» des élections locales battait son plein, éperdument indifférent à ce qui se tramait au marché des produits de large consommation,

les cours, eux, se sont propulsés à des records jamais atteints. Une poussée fiévreuse des prix apparemment inexplicable qui inquiète dès lors qu'elle semble s'installer dans la durée ! La pomme de terre «s'entête» et s'obstine à ne point revenir en deçà des 50 DA/kg, bien que la récolte d'arrière-saison batte son plein depuis quelques semaines déjà. C'est-là le seuil plancher de référence auquel ce produit agricole semble désormais s'accrocher. Cela a été vérifié la semaine dernière, la récolte «freinée» par deux courtes journées pluvieuses s'est vite traduite par 10 DA affichés en sus sur les étals, à l'actif du malheureux consommateur.

A. B.

SIDI BEL-ABBÈS

Encore 21 q de cuivre saisis sur l'autoroute

En moins d'une dizaine de jours, quelque 36 q de déchets de cuivre ont été saisis sur l'autoroute Est-Ouest de Sidi Bel-Abbès.

La deuxième saisie a eu lieu dans la soirée de vendredi dernier, lorsqu'une Laguna a forcé le barrage de la gendarmerie au niveau de l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest de Tessala. Surpris par la herse installée à son intention par une patrouille qui a été alertée, le conducteur du véhicule la forcera pour prendre la fuite, destination d'Aïn Kadda dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Mais cerné par les éléments de la gendarmerie, le conducteur a fini par abandonner le véhicule bourré de déchets de

cuivre. Au même moment, au niveau du même échangeur, un autre véhicule, une Renault 25, en provenance d'Oran, a pris la fuite à la vue des hommes en vert où une autre patrouille alertée a tenté de l'arrêter. Le véhicule sera finalement immobilisé sur l'autoroute Est-Ouest de Sidi Bel-Abbès. Le chauffeur parviendra à prendre la fuite.

La fouille des deux véhicules a permis la découverte de 21 q de déchets de cuivre. Dans le cadre de cette même affaire, les deux conducteurs sont activement recherchés. La première saisie a eu lieu il y a une semaine sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de la localité de Sidi Bel Boussidi, lorsque les gendarmes ont intercepté une

Renault 25 transportant 15 kg de déchets de cuivre ; trois personnes servant d'éclaireurs ont été arrêtées et écrouées.

Quant au conducteur du véhicule, il a réussi à prendre la fuite.

A. M.

Une mère et son enfant morts asphyxiés par le monoxyde de carbone

Dans la nuit du 7 au 8 décembre, les secouristes ont été alertés par des voisins pour se rendre dans un domicile à la cité des 36 logements dans le quartier Adda Boudjellal de la ville de Sidi Bel-Abbès. Ils ont découvert deux personnes mortes, une femme âgée de 49 ans et son fils de 9 ans. Les premiers éléments de l'enquête laissent supposer que la mort est due à l'inhalation du monoxyde de carbone. Mais les enquêteurs vont, grâce à leurs investigations, déterminer avec exactitude les circonstances de ce drame.

A. M.

AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE COMMUNALE DE BELACEL BOUZEGZA (RELIZANE)

Les villageois se plaignent de la lenteur des travaux

Ils ont longtemps attendu un projet de revêtement de la route communale, chose qui s'est réalisée grâce à la volonté de la mairie et aussi à certains habitants qui n'ont ménagé aucun effort pour que leur village soit digne de ce nom. Il s'agit des villageois de Benaka relevant de la commune de Belacel Bouzegza, rattachée à la daïra d'El Matmar, dans la wilaya de Relizane. Ils se sont réjouis que les autorités locales aient décidé enfin de faire bouger les choses et que leur village, situé pourtant dans l'un des meilleurs villages de la ville de Relizane, soit réaménagé.

Seulement, eux qui sautaient de joie quelques semaines auparavant, ont déchanté après avoir constaté une lenteur dans la cadence des travaux de réaménagement. En effet, l'entreprise engagée dans le revêtement de l'impasse a procédé dans un premier temps, au décapage du béton réalisé provisoirement par les villageois,

pour se prémunir de la boue et des eaux pluviales durant la saison de grandes pluies. Des travaux qui ont patiné quelques jours. Jusque-là tout semblait normal, selon les villageois qui ont pris attache avec nous pour exposer leur

problème.Pour remédier à leur calvaire, ils appellent l'intervention des autorités locales pour booster le chantier et «délivrer» les résidants de leur calvaire.

A. Rahmane

Une jeune étudiante assassinée à Zemmoura

La municipalité de Zemmoura, située au sud, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya Relizane, et les localités voisines ont été ébranlées, vendredi, par le décès d'une jeune étudiante, originaire de la ville de Zemmoura, poignardée suite à une altercation avec un jeune qui lui a asséné plusieurs coups de couteau alors qu'elle rentrait chez elle, selon des sources concordantes. La nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre. Les services de sécurité ont déclenché

une enquête sur la base des indices fournis par les témoins. Immédiatement, l'auteur de ce crime abominable fut appréhendé dans l'après-midi de ce vendredi par les enquêteurs relevant de la Sûreté de daïra de Relizane.

Par ailleurs, l'enquête suit son cours en vue d'élucider les circonstances ce drame qui a coûté la vie à une jeune fille à la fleur de l'âge, selon les mêmes sources.

A. R.

NAÂMA
Coup de filet de la douane à Founassa

Les éléments de la douane ont intercepté un camion semi-remorque transportant 20 tonnes de farine au lieudit Founassa, à un jet de pierre de la frontière algéro-marocaine, destinées à être livrées au pays voisin. Le contrebandier qui a été arrêté est âgé de 28 ans et répond aux initiales de D.S. Ce dernier a été verbalisé d'une amende de 33 900 000 DA, alors que le véhicule et la marchandise ont été saisis, apprend-on auprès de la division des douanes de la wilaya de Naâma.

Suicide d'un père de famille

Le corps sans vie d'un père de famille de six enfants, âgé de 52 ans, répondant aux initiales de S.H. a été trouvé suspendu à un arbre dans la forêt jouxtant la ville de Naâma. La victime avait disparu du domicile conjugal depuis le 19 novembre dernier, alors que des recherches ont été lancées depuis qu'il n'a plus donné signe de vie. Une autopsie a été ordonnée et une enquête a aussitôt été ouverte pour déterminer les circonstances de ce suicide.

B. Henine

MASCARA
Contestation sociale à Haï Salem : bis repetita

Les citoyens de haï Salam, plus connu sous le nom de Haï Baâtche étaient, hier samedi, à leur seconde protestation. Hier matin, ils ont de nouveau bloqué la route menant vers l'Opow en direction de Tighennif. Ils étaient là, sous une pluie battante. Leur revendication principale était la réhabilitation de la route. «Regardez, nous dit un citoyen, par une journée pareille nos enfants ne vont pas à l'école». Et un autre de poursuivre en nous menant vers un collecteur d'eaux usées qui coulent à ciel ouvert. L'on apprendra que l'on y avait entrepris des travaux mais que rien n'avait bougé.

Sur une banderole, l'on pouvait lire «nous sommes en danger. Les responsables, où êtes-vous ?» Au moment où nous quittons les lieux, le chef de daïra de Mascara était en conciliabule avec des habitants qui ont exigé la présence du wali. Lors de la première protestation, ces citoyens ont été écoutés mais ont-ils été entendus ?

M. Meddeber

POUR LA LIBÉRATION DE M. HADDOU LAKHDAR
MANIFESTE

Suite aux innombrables exactions procédurales rencontrées dans l'affaire Lakhdar Haddou, qui ont abouti à une procédure de contrainte par corps ; après avoir relevé, démontré et mis à nu toutes les lacunes procédurales et dénoncé l'arbitraire judiciaire qui pénalise notre mandant M. Lakhdar Haddou ; victime expiatoire dans la violation des procédures en question.

Il convient de préciser que le parquet de la République de Sidi M'hamed a délibérément enfreint les dispositions des articles 604/605/607/609 du code de procédure pénale, sur la base de la violation des dispositions de ces articles, M. Lakhdar Haddou se retrouve en détention arbitraire.

La lacune est que la mesure de la contrainte par corps en date du 19/12/2011 est venue après la mise en vente par le juge des saisies du tribunal de Boufarik, d'une partie de ses biens, ce que démontre le jugement du 30/11/2011, cela constitue un précédent grave dans les annales de la justice.

L'acte en lui-même est une atteinte grave à la liberté de notre mandant M. Lakhdar Haddou, au détriment du droit et de la loi pour des raisons injustifiées et injustifiables.

Ces pratiques et procédés qui n'honorent pas la justice de notre pays doivent ces-

ser d'exister afin d'éviter d'autres victimes, et briser le silence sur la violation et le non-respect de l'énoncé des articles 604/605/607/609 du code de procédure pénale.

A travers ce manifeste, nous dénonçons fermement un état de fait qui pénalise un innocent contre lequel une forme de mesure de contrainte par corps entachée de violation, irrégularités et d'interprétations abusives et erronées des procédures mises en place.

Nous, hommes de loi, luttons et combattons pour que cesse l'injustice par tous les moyens légaux et faire entendre la voix de la justice...

Pour ces raisons, nous lançons un appel à la conscience de ceux qui ont la charge de mettre un terme à ces agissements abusifs et arbitraires, à leur tête le premier magistrat du pays, Monsieur le Président de la République, aussi l'actuel ministre et garde des Sceaux ; qui sont sensibles à tout type d'injustice flagrante, de mettre fin à la détention arbitraire dont est victime M. Lakhdar Haddou qui est à sa soixante-et-unième année d'existence et qui est écroué à la maison d'arrêt de Aïn Ouessara, wilaya de Djelfa.

Pour le collectif des avocats
M^r Sidi Saïd Samir